

RCS : ALBI Code greffe : 8101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

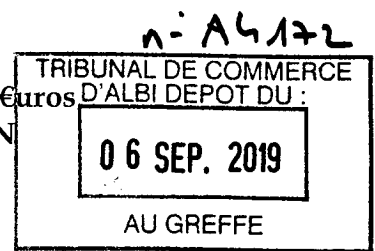
**Le greffier du tribunal de commerce de ALBI atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2000 B 00144 Numéro SIREN : 431 635 663 Nom ou dénomination : ATF

Ce dépôt a été enregistré le 30/10/2019 sous le numéro de dépôt 4172

ATF
Société à responsabilité limitée au capital de 7.622,45 €uros
Siège social: 15 rue Pasteur - 81990 PUYGOUZON
RCS ALBI 431 635 663



PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU 18 MARS 2019

L'an deux mille dix-neuf, et le dix-huit mars, à dix-huit heures,

Les associés de la **société ATF**, société à responsabilité limitée au capital de 7.622,45 euros, RCS d'ALBI 431 635 663 se sont réunis au siège social sis 15 rue Pasteur - 81990 PUYGOUZON sur convocation qui leur a été adressée.

L'assemblée est présidée par Monsieur Yann CORREGES, co-gérant.

Le président constate que sont présents ou représentés :

- Yann CORREGES, *propriétaire de 250 parts sociales ;*

Soit au total 250 parts sociales.

Monsieur Pierre-Alexandre CORREGES, autre associé qui détenait 250 parts sociales sur les 500 parts sociales composant le capital, est décédé le 12 mai 2018.

Le calcul du quorum et de la majorité sera donc réalisé sur la totalité des parts déduction faite de celles détenues par le défunt.

Le président déclare que l'assemblée peut valablement délibérer et prendre les décisions à la majorité requise par l'article 15 des statuts.

Le président rappelle que l'associé survivant a été convoqué en assemblée à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- *Agrément de Madame Karine OILLIC, Monsieur Alexandre CORREGES et Monsieur Thibault CORREGES, ayants droits de Monsieur Pierre-Alexandre CORREGES comme nouveaux associés,*
- *Pouvoirs à donner.*

Lecture est donnée ensuite du rapport de la gérance.

Après discussion et personne ne demandant plus la parole, le président ouvre le scrutin sur les résolutions figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gérance, conformément à l'article 15 des statuts et suite à leur demande, agréé Madame Karine OILLIC, Monsieur Alexandre CORREGES et Monsieur Thibault CORREGES, ayants droits de Monsieur Pierre-Alexandre CORREGES comme nouveaux associés.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DEUXIEME RESOLUTION

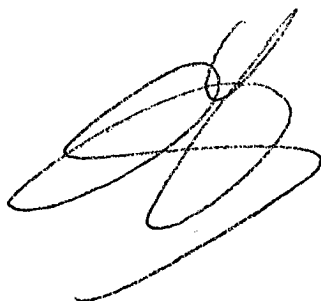
L'assemblée générale, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations pour remplir toutes formalités légales consécutives à l'adoption des résolutions qui précèdent.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

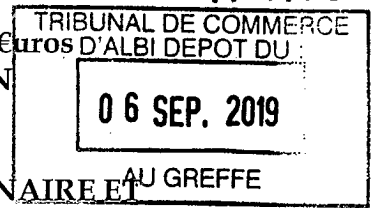
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par tous les associés présents ou par leurs mandataires.

M. Yann CORREGES

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke at the bottom.A small, stylized handwritten mark or signature in the bottom right corner of the page.

ATF
Société à responsabilité limitée au capital de 7.622,45 €
Siège social: 15 rue Pasteur – 81990 PUYGOUZON
RCS ALBI 431 635 663



**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ET
EXTRAORDINAIRE DU 18 MARS 2019**

L'an deux mille dix-neuf, et le dix-huit mars, à dix-huit heures quinze,

Les associés de la **société ATF**, société à responsabilité limitée au capital de 7.622,45 euros, RCS d'ALBI 431 635 663 se sont réunis au siège social sis 15 rue Pasteur – 81990 PUYGOUZON sur convocation qui leur a été adressée.

L'assemblée est présidée par Monsieur Yann CORREGES, co-gérant.

Le président constate que sont présents ou représentés :

- Yann CORREGES, *propriétaire de 250 parts sociales ;*
- Madame Karine OILLIC, *propriétaire de l'usufruit de 250 parts sociales ;*
- Monsieur Alexandre CORREGES, *propriétaire de la nue-propriété de 125 parts sociales ;*
Représenté par Madame Karine OILLIC
- Monsieur Thibault CORREGES *propriétaire de la nue-propriété de 125 parts sociales ;*
Représenté par Madame Karine OILLIC

Soit au total 500 parts sociales.

Le président déclare que tous les associés étant présents ou représentés, l'assemblée peut valablement délibérer et prendre les décisions à la majorité requise par l'article 29 des statuts.

Le président rappelle que les associés ont été convoqués en assemblée à l'effet de délibérer sur **l'ordre du jour suivant** :

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- *Constatation de la cessation des fonctions de co-gérant par Monsieur Pierre-Alexandre CORREGES à la suite de son décès,*

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

- *Constatation de la nouvelle répartition du capital social à la suite du décès de Monsieur Pierre-Alexandre CORREGES et de l'agrément de ses ayants-droits,*
- *Modification des statuts,*
- *Pouvoirs à donner.*

Lecture est donnée ensuite du rapport de la gérance.

Après discussion et personne ne demandant plus la parole, le président ouvre le scrutin sur les résolutions figurant à l'ordre du jour :

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gérance, prend acte du décès de Monsieur Pierre-Alexandre CORREGES, et constate la cessation de ses fonctions de co-gérant à compter du 12 mai 2018, date de son décès.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gérance, et en conséquence de l'agrément en qualité d'associé de Madame Karine OILLIC, Monsieur Alexandre CORREGES, et Monsieur Thibault CORREGES à la suite du décès de Monsieur Pierre-Alexandre CORREGES, décide de modifier la répartition du capital social de la société comme suit :

- Monsieur Yann CORREGES : propriétaire de la pleine propriété de 250 parts ;
- Madame Karine OILLIC : propriétaire de l'usufruit de 250 parts sociales ;
- Monsieur Alexandre CORREGES : propriétaire de la nue-propriété de 125 parts sociales ;
- Monsieur Thibault CORREGES : propriétaire de la nue-propriété de 125 parts sociales ;

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

TROISIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution précédente, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article 7 « CAPITAL SOCIAL » des statuts:

« ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL »

Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES (7.622,45 €) correspondant à 500 parts au nominal de 15,24 euros, souscrites en totalité et intégralement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs, soit:

- Monsieur Yann CORREGES

Propriétaire en pleine propriété de 250 parts sociales numérotées de 1 à 250.....250

- Madame Karine OILLIC

Propriétaire de l'usufruit de 250 parts sociales numérotées de 251 à 500..... usufruit de 250

- Monsieur Alexandre CORREGES

Propriétaire de la nue-propriété de 125 parts sociales numérotées de 251 à 375.....
.....nue propriété de 125

- Monsieur Thibault CORREGES

Propriétaire de la nue-propriété de 125 parts sociales numérotées de 376 à 500.....
.....nue propriété de 125

Total égal au nombre de parts composant le capital social 500 parts. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations pour remplir toutes formalités légales consécutives à l'adoption des résolutions qui précèdent.

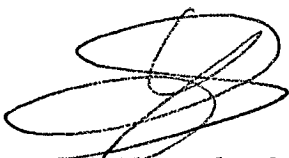
Cette résolution est adoptée à l'unanimité

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, lequel a été signé par tous les associés présents ou par leurs mandataires.

M. Yann CORREGES

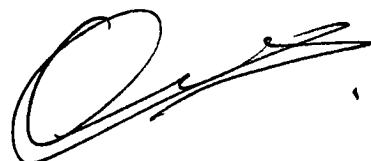
Mme Karine OILLIC



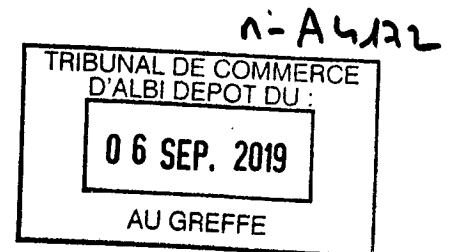
M. Alexandre CORREGES
Représenté par Mme Karine OILLIC



Monsieur Thibault CORREGES
Représenté par Mme Karine OILLIC



ATF
Société à responsabilité limitée au capital de 7.622,45 €uros
Siège social: 15 rue Pasteur - 81990 PUYGOUZON
RCS ALBI 431 635 663



STATUTS

Mis à jour par décision l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 18 mars 2019

certifié conforme

Article 1er - FORME

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée. Cette société est régie par les lois en vigueur, spécialement la loi 66-537 du 24 juillet 1966 et les présents statuts.

Article 2 - OBJET

La société a pour objet en FRANCE et dans tous pays :

- La vente, la location et le dépannage de matériels produisant le froid, la climatisation et la cuisson.

- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.

Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, civiles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ou à tout autre objet similaire ou connexe.

Article 3 - DENOMINATION

La dénomination de la société est :

ATF

Dans tous les documents émanant de la société, cette dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée", ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - DUREE DE LA SOCIETE - EXERCICE SOCIAL

- La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de son immatriculation au registre du commerce, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

- L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre. Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce jusqu'au 31 décembre 2000.

Article 5 - SIEGE

Le siège de la société est fixé à PUYGOUZON (81990) – La Brugue.

Suite à la décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 Juin 2004, il a été décidé de fixer le siège de la société à PUYGOUZON (81990) – 15, Rue Pasteur et ce, à compter du 01 Janvier 2004.

Il peut être transféré partout ailleurs en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

La gérance peut créer des établissements secondaires partout où elle le juge utile.

ATF 96

Article 6 - APPORTS

Apports en numéraire

Monsieur CORREGES Yann apporte à la société une somme en espèces de vingt cinq mille francs,
ci 25 000 f.

Monsieur CORREGES Pierre-Alexandre apporte à la société une somme en espèces de vingt cinq mille francs,
ci 25 000 F

Soit ensemble, la somme de cinquante mille francs
ci 50 000 F

La dite somme a été déposée à un compte ouvert au nom de la société en formation au Crédit Agricole de ALBI VIGAN,

Conformément à la loi, le retrait des fonds ne pourra être effectué par la gérance qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Article 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de SEPT MILLE SIX CENT VINGT DEUX EUROS QUARANTE CINQ CENTIMES (7.622,45 Euros) correspondant à 500 parts au nominal de 15,24 euros, souscrites en totalité et intégralement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs apports respectifs, soit:

- Monsieur Yann CORREGES
Propriétaire en pleine propriété de 250 parts sociales numérotées de 1 à 250. 250

- Madame Karine OILLIC
Propriétaire de l'usufruit de 250 parts sociales numérotées de 251 à 500. usufruit de 250

- Monsieur Alexandre CORREGES
Propriétaire de la nue-propriété de 125 parts sociales numérotées de 251 à 375. nue propriété de 125

- Monsieur Thibault CORREGES
Propriétaire de la nue-propriété de 125 parts sociales numérotées de 376 à 500. nue propriété de 125

Total égal au nombre de parts composant le capital social 500 parts

Article 8 - COMPTE COURANT D'ASSOCIE

Chaque associé aura la faculté, sur la demande ou avec l'accord de la gérance, de verser dans la caisse sociale, en compte courant, les sommes qu'il serait jugé utile pour les besoins de la société.

Les conditions concernant le remboursement de ces sommes et les intérêts dont elles sont productrices, seront fixées entre l'associé prêteur et la gérance, et en accord avec les textes et les lois en vigueur.

Article 9 - AUGMENTATION DE CAPITAL

Le capital social pourra, par décision extraordinaire des associés, être augmenté en une ou plusieurs fois, par la création avec ou sans prime, de parts nouvelles, attribuées en représentation d'apports en nature ou en numéraire, ou encore par incorporation de tout ou partie des bénéfices et des réserves, au moyen de la création de parts nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

En cas d'augmentation de capital en numéraire, il sera institué, au profit des associés, un droit de préférence à la souscription des parts nouvelles, proportionnellement à leurs droits dans le capital antérieur.

Pae 9C

En cas d'augmentation de capital par apports en nature, ceux-ci seront évalués au vu d'un rapport établi par un commissaire aux apports désigné par décision de justice ou à la demande du gérant.

Une augmentation de capital pourra toujours être réalisée, même si elle fait apparaître des rompus. Les associés disposant d'un nombre insuffisant de droits de souscription ou d'attribution pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits nécessaires.

Article 10 - REDUCTION DE CAPITAL

Le capital pourra, par décision extraordinaire des associés, être réduit, quel que soit le motif et quel que soit le mode de réalisation de cette réduction, mais à condition de ne pas porter atteinte à l'égalité des associés.

Le projet de réduction de capital est communiqué au commissaire aux comptes, s'il en existe, quarante cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée des associés appelée à statuer sur ce projet.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal doit être suivie dans le délai d'un an, d'une augmentation ayant pour effet de le porter à un montant égal ou supérieur à ce minimum légal, à moins que, dans le même délai, la société n'ait été transformée en société d'une autre forme.

Une réduction de capital pourra être réalisée nonobstant l'existence de rompus, chaque associé devra faire son affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

Article 11 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHEES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part donne droit, dans l'actif social et les bénéfices, à une fraction égale et proportionnelle au nombre de parts créées et ce, quelle que soit l'époque de cette création et le régime fiscal éventuellement propre à certaines d'entre elles. Elle donne droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Sauf exceptions légales, les associés ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des parts qu'ils possèdent. Au-delà, tout appel de fonds est interdit.

Ils peuvent exercer le droit de communication permanent ou temporaire qui leur est accordé notamment par les articles 32, 33 et 36 du décret du 23 mars 1967.

Les droits et obligations attachés aux parts sociales suivent ces dernières dans quelques mains qu'elles passent.

La possession d'une part comporte de plein droit l'adhésion aux statuts de la société et aux résolutions prises régulièrement par les associés.

Les représentants, héritiers, ayant cause ou créanciers d'un associé, même s'ils comprennent des mineurs ou des incapables, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens, papiers et valeurs de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière,

*De
46*

dans les actes de son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des associés.

Article 12 - REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Les droits de chaque associé résultent des statuts, des actes modificatifs, ainsi que des actes portant cession ou mutation de parts sociales.

Article 13 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part. Les copropriétaires indivis héritiers ou ayants cause d'un associé décédé, sont tenus de se faire représenter auprès de la société par l'un d'eux considéré par elle comme seul propriétaire.

A défaut d'entente, il appartient à la partie la plus diligente de se pourvoir, ainsi que de droit, pour faire désigner en justice, un mandataire chargé de représenter tous les copropriétaires. Les usufruitiers et nus-propriétaires devront, également, se faire représenter par l'un d'eux. A défaut d'entente, la société considérera l'usufruitier comme représentant valablement le nu-propriétaire, quelles que soient les décisions à prendre.

Article 14 - CESSIONS DE PARTS ENTRE VIFS

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par acte notarié ou sous seing privé. Elles ne seront opposables à la société qu'autant qu'elles auront été déposées sous forme originale au siège de la société ou acceptées par elle, dans un acte authentique. Elles ne seront opposables aux tiers qu'après l'accomplissement de cette formalité, et, en outre, le dépôt de deux expéditions ou de deux originaux de l'acte de cession en annexe au Registre du Commerce.

Les parts ne peuvent être cédées à titre onéreux ou gratuit, à quelque cessionnaire que ce soit, y compris les associés, conjoint, ascendant, descendant du cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession doit être notifié à la société et à chacun des associés par lettre recommandée avec accusé de réception ou par acte extrajudiciaire.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications, le consentement est réputé acquis.

Si la société refuse de consentir à la cession les associés sont tenus, dans les trois mois de la notification du refus, faite par lettre recommandée avec accusé de réception, d'acquiescer ou de faire acquiescer la totalité des parts ayant fait l'objet du refus d'agrément, moyennant un prix fixé d'accord entre les parties ou, à défaut d'accord, dans les conditions prévues à l'article 1868, alinéa 5 du Code Civil.

La société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider dans le même délai de réduire son capital du montant de la valeur nominale desdites parts et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus.

Si, à l'expiration du délai imparti, la société n'a pas racheté ou fait racheter les parts, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les cas de cession alors même qu'elles auraient lieu par l'adjudication publique, en vertu d'une

FA
4C

décision de justice ou autrement, ou par voie de fusion ou d'apport ou encore à titre d'attribution en nature à la liquidation d'une société.

Toutefois, si la société a donné son consentement à un projet de nantissement de parts sociales, soit par notification de sa décision à l'intéressé, soit par défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande, ce consentement emportera agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales selon les dispositions de l'article 2078, alinéa 1er du Code Civil, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire le capital.

Article 15 - TRANSMISSION DES PARTS EN CAS DE DECES OU DE LIQUIDATION DE COMMUNAUTE

En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la société continue entre les associés survivants et les ayants droit ou héritiers de l'associé décédé et, éventuellement, son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité dans les trois mois du décès par la production de l'expédition d'un acte notarié ou de l'extrait d'un intitulé d'inventaire. Dans les huit jours de la réception de ces documents, la gérance adresse à chacun des associés survivants une lettre recommandée avec avis de réception faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint de l'associé décédé et du nombre de ses parts afin que les associés se prononcent sur leur agrément.

En cas de dissolution de communauté, le partage est notifié par l'époux le plus diligent par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception à la société et à chacun des associés.

A compter de l'envoi de la lettre recommandée par la société au cas de décès, ou de la réception par celle-ci de la notification au cas de dissolution de communauté, l'agrément est donné ou refusé dans les conditions prévues ci-dessus pour les cessions entre vifs.

Article 16 - ASSOCIE UNIQUE

La réunion de toutes les parts en une seule main, n'entraîne pas la dissolution de la société, qui devient de plein droit, dès la survenance de cet événement et sans condition de délai, soumise au régime de la société à responsabilité limitée à associé unique.

Article 17 - DECES OU INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La société n'est point dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

En cas de décès, elle continue entre les associés survivants et les héritiers et représentants de l'associé décédé.

Article 18 - NOMINATION ET POUVOIRS DES GERANTS

La société est administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, en qualité de gérants.

Les gérants sont nommés par décision ordinaire des associés.

RAC
46

Vis-à-vis des tiers, le gérant peut faire tous les actes de gestion dans l'intérêt de la société. En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux dispose des mêmes pouvoirs que s'il était gérant unique.

Dans ses rapports avec les associés, il ne pourra, sans autorisation préalable de ceux-ci, donnée par une décision ordinaire, vendre ou échanger les immeubles sociaux, constituer une hypothèque sur les immeubles sociaux, faire apport à une société de tout ou partie des biens sociaux, ou contracter des emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par des associés.

Un gérant pourra faire opposition à un acte d'un autre gérant, mais cette opposition ne sera valable dans ses rapports avec les associés que si elle est faite avant que l'opération en cause soit conclue, et dans ses rapports avec les tiers que s'il est établi que ceux-ci en ont eu connaissance.

Chacun des gérants peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toutes délégations spéciales et temporaires pour des opérations déterminées à tout mandataire de son choix.

Article 19 - DUREE DES FONCTIONS DES GERANTS

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée.

Les gérants peuvent résilier leurs fonctions mais seulement en prévenant chacun des associés trois mois au moins à l'avance.

La démission ou le décès d'un gérant n'entraîne pas la dissolution de la société. Dans ce cas, les associés nommeront, lors d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite provoquée à la diligence de l'un d'entre eux, un nouveau gérant ; toutefois, cette nomination serait seulement facultative dans le cas où il existerait un ou plusieurs autres gérants.

L'incapacité physique dûment constatée pendant une année, ou l'incapacité légale du gérant seront assimilées au cas de décès.

Chacun des gérants, associé ou non, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié du capital social. Si la révocation est demandée sans justes motifs, elle peut donner lieu à dommages et intérêts.

Enfin, un gérant peut être révoqué par le Tribunal à la demande de tout associé.

Article 20 - REMUNERATION DES GERANTS

Les gérants peuvent recevoir un traitement annuel fixe ou proportionnel dont la quotité et le mode de paiement seront déterminés par décision ordinaire des associés.

Les frais de représentation, de voyage, de déplacements, leur sont remboursés, soit d'une manière forfaitaire, soit sur présentation d'états certifiés par eux, selon ce qui sera décidé par les associés statuant en la forme ordinaire.

Article 21 - RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la loi du 24 juillet 1966, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

L'action en responsabilité contre les gérants peut être exercée par toute personne qui a été personnellement lésée.

RAC
YC

En outre, s'ils représentent au moins le dixième du capital social, les associés peuvent dans un intérêt commun, charger, à leurs frais, un ou plusieurs d'entre eux de les représenter pour soutenir, tant en demande qu'en défense, l'action sociale contre les gérants.

Lorsque l'action sociale est intentée par un ou plusieurs associés, le Tribunal ne peut statuer que si la société a été régulièrement mise en cause par l'intermédiaire de ses représentants légaux.

Article 22 - CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET L'UN DE SES ASSOCIES OU GERANTS

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, passées par un gérant, (ou un associé dans les sociétés pluripersonnelles) avec la société ne sont soumises à aucune procédure de contrôle à posteriori.

Pour les conventions autres que celles portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales, un contrôle est institué selon les modalités ci-dessous :

Les conventions passées par un associé sont soumises au contrôle à posteriori des associés, sur rapport préalable du gérant, ou, s'il en existe un, du commissaire aux comptes de la société ;

Les conventions passées par un gérant non associé doivent, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, faire l'objet d'une approbation préalable des associés ;

Les conventions passées directement ou par personne interposée entre la S.A.R.L. à associé unique et un gérant non associé sont soumises au contrôle à posteriori de l'associé unique, sur rapport préalable du commissaire aux comptes ;

Par exception, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions passées par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'associé unique.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement selon le cas, les conséquences du contrat préjudiciable à la société.

Enfin, à peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle du découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements avec les tiers ; cette interdiction s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 23 - COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes par une décision ordinaire. Cette nomination est obligatoire lorsque deux des trois critères suivants : total du bilan, montant hors taxes du chiffre d'affaires, et nombre moyen de salariés, ont dépassé les limites fixées par le décret n° 85-295 du 1er mars 1985.

De plus, elle peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le cinquième du capital.

PAC
96

Article 24 - FORME DES DECISIONS COLLECTIVES

En principe, les décisions des associés sont prises en assemblée. Elles peuvent, également être prises par consultation écrite à la diligence de la gérance.

Toutefois, les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels sont obligatoirement prises en assemblée réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de chaque exercice social.

Article 25 - ASSEMBLEES

L'assemblée est convoquée au lieu du siège social ou en tout autre lieu choisi par la gérance. La convocation est faite, soit par la gérance, soit, à défaut, par le commissaire aux comptes s'il en existe un, soit encore par un mandataire désigné, à la demande d'un associé, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

La convocation doit être faite par lettre recommandée quinze jours au moins, avant la réunion de l'assemblée. Elle doit indiquer les questions à l'ordre du jour de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

Sous réserve que soit respecté le droit de communication des associés, une assemblée peut se tenir valablement sur convocation verbale si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le gérant ou par l'un des gérants.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé présent qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales, sous réserve qu'il accepte cette fonction.

Si deux associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence est assurée par le plus âgé.

La discussion ne pourra porter que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Chaque associé participe au vote, soit par lui-même, soit par un mandataire de son choix. Mais il ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée, mais vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour, il peut, cependant, être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui mentionne : la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président, les nom et prénoms des associés présents ou représentés, avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Ce procès-verbal est établi et signé par les gérants sur un registre spécial tenu au siège social et côté et paraphé par un juge du Tribunal de Commerce.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles, numérotées sans discontinuité, paraphées dans les mêmes conditions que le registre susvisé et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou inversion des feuilles est interdite.

RM
40

Les copies ou extraits de délibération des associés sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

Article 26 - CONSULTATION ECRITE

En cas de consultation écrite, la gérance adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à chacun des associés (au dernier domicile déclaré par lui à la société) le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Ces associés disposent d'un délai de quinze jours francs à compter de la date de réception des projets de résolution pour émettre leur vote par écrit. Ce vote, formulé par un "oui" ou un "non", inscrit en dessous du texte de chacune des résolutions proposées, doit être adressé à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Tout associé qui n'aura pas régulièrement voté dans le délai imparti sera considéré comme ayant voulu s'abstenir.

Le procès-verbal de la délibération sera établi par la gérance selon les formes indiquées sous l'article 23 pour les procès-verbaux d'assemblées, mais en mentionnant que la consultation a eu lieu par écrit et en annexant au procès-verbal la réponse de chaque associé.

Article 27 - EPOQUE ET NATURE DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés peuvent être prises à toute époque.

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes de chaque exercice social doit, obligatoirement, être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture dudit exercice ainsi que dans tous les autres cas prévus par la loi ou les statuts.

D'autre part, un ou plusieurs associés représentant au moins, soit le quart en nombre et en capital, soit la moitié en capital, peuvent toujours demander la réunion d'une assemblée.

Les décisions collectives des associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires selon leur objet.

Article 28 - DECISIONS ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant, ni l'agrément de nouveaux associés, ni les modifications statutaires, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Elles ont, notamment, pour objet de statuer sur les comptes de chaque exercice, et sur l'affectation à donner aux résultats, de nommer et révoquer les gérants même statutaires, de nommer le ou les commissaires aux comptes, d'autoriser les gérants à effectuer certaines opérations, d'approuver les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou l'un de ses associés.

Les décisions ordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée ;

Abc *9C*

Article 29 - DECISIONS EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions des associés portant agrément de nouveaux associés ou modification des statuts sauf dans les cas où la loi et l'article 26 prévoient que cette modification peut être effectuée par une décision ordinaire.

Elles ont notamment pour objet l'augmentation ou la réduction de capital, la modification de l'objet, de la dénomination ou du siège social, la fusion avec une autre société, la transformation en société d'une autre forme, sauf exception mentionnée à l'article 29.

Les décisions extraordinaires ne peuvent être valablement prises que si elles sont adoptées :

- à l'unanimité s'il s'agit de changer la nationalité de la société, d'obliger un associé à augmenter son engagement social, ou de transformer la société en société en nom collectif ou en société en commandite.

- à la majorité en nombre d'associés représentant au moins les trois quarts du capital s'il s'agit de statuer sur le consentement aux cessions de parts visées sous l'article 15.

- par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social, pour toutes les autres décisions extraordinaires.

Article 30 - ETABLISSEMENT DES COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date, le bilan, le compte de résultat et l'annexe, en se conformant aux dispositions législatives et réglementaires.

Elle doit, également, établir un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé, faisant état, notamment, de toute nouvelle prise de participation et rendant compte de l'activité des filiales.

Article 31 - COMMUNICATION DES COMPTES SOCIAUX

La gérance doit adresser aux associés, quinze jours francs au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport du gérant sur sa gestion, les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours francs qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

Quarante cinq jours francs avant la réunion de cette assemblée, l'inventaire, les comptes annuels et le bilan, sont tenus au siège social à la disposition des commissaires aux comptes, s'il en existe.

Le rapport du gérant sur sa gestion est tenu à leur disposition vingt jours francs au moins avant ladite réunion.

Enfin, tout associé a droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers

Handwritten signature and initials:
JAL
ye

exercices : comptes annuels, bilans, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées.

Article 32 - APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX ET AFFECTATION DES RESULTATS

L'assemblée ordinaire des associés qui est obligatoirement appelée à statuer sur l'approbation des comptes d'un exercice social dans les six mois suivant la clôture dudit exercice, se prononce également sur l'affectation à donner aux résultats de cet exercice.

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent des bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement qui peut être supérieur, mais ne peut être inférieur à un vingtième, et qui est affecté à la formation d'un fonds de réserve dit "réserve légale".

Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint le dixième du capital social, mais doit recommencer en cas d'augmentation du capital, et continuer jusqu'à ce que la nouvelle limite soit atteinte.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement pour la réserve légale, et augmenté des reports bénéficiaires.

Toutefois, avant de décider la distribution de ce bénéfice sous forme de dividende entre les associés, proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux, l'assemblée pourra prélever toutes sommes qu'elle jugera convenable pour les porter en tout ou partie à tous fonds de réserve ou encore pour les reporter à nouveau.

En outre, l'assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

En ce qui concerne les pertes éventuellement constatées lors de la clôture d'un exercice social, l'assemblée ordinaire peut, soit les reporter à nouveau, soit les imputer sur des bénéfices reportés ou des réserves de toute nature. Cependant, une imputation sur le capital ne peut valablement être effectuée que par une décision extraordinaire.

Article 33 - PAIEMENT DES DIVIDENDES

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'assemblée générale sont fixées par elle ou, à défaut, par les gérants.

Toutefois, cette mise en paiement doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation accordée par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête à la demande des gérants.

La prescription de cinq ans de l'article 2277 du Code Civil est applicable aux dividendes non réclamés.

Aucune répétition de dividendes ne peut être exigée hors le cas de distribution de dividendes fictifs ou de distribution d'un intérêt fixe ou intercalaire, cette action en répétition se prescrivant par trois ans à compter de la distribution des dividendes.

PAR
YC

Article 34 - TRANSFORMATION

La société pourra se transformer en société commerciale de toute autre forme sans que cette opération entraîne la création d'une personne morale nouvelle. Elle pourra, également, se transformer en société civile.

Toutefois, sa transformation en société anonyme ne sera pas possible tant qu'elle n'aura pas établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation, quel que soit le type de société adopté, doit être précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrit sur la situation de la société.

La transformation en société anonyme est valablement décidée par des associés représentant les trois quarts du capital social, la majorité simple en capital est même suffisante si l'actif net figurant au dernier bilan excède cinq millions de francs.

ARTICLE 35 - FUSION - SCISSION

La société pourra avec une ou plusieurs autres sociétés anciennes ou nouvelles, même de forme différente, réaliser soit une fusion, soit une scission, soit une fusion scission, par une décision des associés prise normalement à la majorité des trois quarts en capital, sauf si l'opération entraîne la modification d'une clause statutaire ne pouvant être changée que d'un commun accord entre tous les associés, auquel cas l'unanimité sera requise, ainsi que pour une augmentation des engagements des associés.

ARTICLE 36 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider s'il y a lieu la dissolution anticipée de la société. La même obligation incombe au commissaire aux comptes s'il en existe un et si le gérant est défaillant.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, le capital devra être réduit d'un montant égal à la perte constatée, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés doit être publiée dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social, déposée au Greffe du Tribunal de Commerce du lieu du siège social et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés.

A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société.

Article 37 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle qu'en soit la cause (arrivée à son terme, nombre d'associés devenu supérieur à cinquante, cessation de l'objet social, capital réduit au-dessous de 50 000 F, personne physique associée unique de plus d'une société à responsabilité limitée ou société à responsabilité limitée composée d'une seule personne), et le mode de constatation (décision des associés ou de l'associé unique, ou du Tribunal).

Handwritten signature and initials

Cependant, cette dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci. Toutefois, la mention "Société en liquidation" ainsi que le nom du ou des liquidateurs, doivent figurer sur tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

La liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux et nommés à la majorité en capital des associés ou, à défaut, par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de tout intéressé.

Un ou plusieurs contrôleurs peuvent être nommés dans les mêmes conditions que les liquidateurs.

Au surplus, la liquidation de la société sera effectuée selon les règles définies par les articles 402 à 418 de la loi du 24 juillet 1966.

Article 38 - CONTESTATION

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents du siège social.

Article 39 - REPRISE DES ENGAGEMENTS

Les associés mandatent expressément Monsieur CORREGES Yann pour contracter les engagements suivants pour le compte de la société, qui seront pris en charge par la société dès son immatriculation :

- Conclusion des marchés nécessaires à l'installation de son siège social ;
- Ouverture d'un compte en banque,
- Accomplissement des formalités nécessaires à la constitution définitive de la société et, notamment, son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés,
- Autorisation de passer tous contrats avec les organismes administratifs tels que EDF, P et T, etc...
- Autorisation de retirer le courrier adressé en recommandé ou pli simple, de retirer tous avis ou signification d'huissier.

Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, faire toutes déclarations et affirmation, élire domicile, se substituer en tout ou en partie et généralement faire le nécessaire.

APR
40

Article 40 - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original ou d'une copie des présents statuts pour effectuer tous dépôts et formalités qui pourraient être requis en vertu d'une disposition légale.

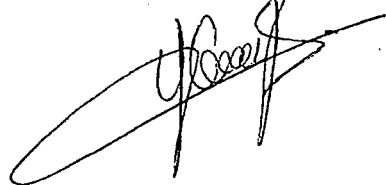
Fait à PUYGOUZON,
Le 2 mai 2000

en 6 exemplaires originaux.

CORREGES Pierre-Alexandre

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Pierre-Alexandre', with a large, sweeping horizontal stroke across the middle.

CORREGES Yann

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Yann', with a large, sweeping horizontal stroke across the middle.